

## La société inclusive Vague 4

Note de synthèse

### Les PEP

#### Auteurs Kantar Public

Emmanuel RIVIERE

Eddy VAUTRIN-DUMAINE

Marion PETIT

Novembre 2017

70XI71 © Kantar Public

Cette note a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de Kantar Public.

**Elle a été validée par :**

Emmanuel RIVIERE

Directeur



La quatrième vague du baromètre de la société inclusive, réalisée six mois après l'élection présidentielle, dresse le bilan d'une société française perçue comme inégalitaire par ses citoyens, dans laquelle les inégalités en termes d'emploi, de logement et d'accès aux soins persistent. Dans ce contexte, l'importance du principe d'égalité prédomine toujours, suivi de la liberté d'expression et de la laïcité bien que les contours de ce dernier principe soient encore définis de manière très hétérogène. De plus, des clivages à la fois politiques, régionaux, voire générationnels, persistent sur certains sujets sociétaux, à savoir l'immigration et l'accueil des migrants, les nouvelles mesures mises en place par le ministre de l'Education nationale qui souhaite bâtir une « Ecole de la confiance » ou encore la baisse du nombre de contrats aidés annoncée par le Gouvernement.

## Le caractère inégalitaire de la société française demeure

### Le constat d'une société française très inégalitaire perdue...

**La perception d'une société française inégalitaire se maintient à un niveau stable et élevé : trois quarts des Français la jugent inégalitaire (76%),** un constat d'autant plus partagé par les habitants du Centre Val de Loire (81%), d'Auvergne Rhône Alpes (80%), de Nouvelle Aquitaine (79%) ou d'Occitanie (79%). A l'inverse, les habitants des DROM interrogés ont un jugement un peu moins négatif sur le caractère égalitaire de la France (69% des répondants la jugent inégalitaire à la Réunion, 68% en Guyane et 60% à Mayotte). On perçoit également un peu plus d'optimisme chez les plus jeunes : 36% des 18-24 ans estiment que la société française est égalitaire, soit 16 points de plus par rapport à l'ensemble des répondants.

Cette année encore, **les inégalités considérées comme les plus graves par les Français se révèlent être les plus répandues au sein de la société française** : la possibilité de se soigner correctement, l'emploi et le logement sont cités respectivement par 57%, 53% et 46% des répondants comme faisant partie des inégalités les plus graves. Bien que la hiérarchie soit légèrement inversée, ces domaines sont également ceux dans lesquels les inégalités sont les plus répandues : 57% des personnes interrogées citent l'emploi, 53% le logement et 48% la possibilité de se soigner correctement.

A noter que l'emploi, bien qu'il s'impose toujours dans le « top 3 » des inégalités perçues comme les plus graves et les plus répandues, perd 7 points dans la hiérarchie des inégalités les plus graves et 5 points dans celle des inégalités les plus répandues, des diminutions sans doute liées à la baisse du nombre de chômeurs annoncée à la rentrée en septembre dernier et aux bons chiffres de la croissance française.

Soulignons également que **la perception des inégalités les plus graves et les plus fréquentes diverge selon les territoires**. Les Franciliens sont davantage préoccupés par les inégalités en matière de logement (53% la citent comme la plus grave, +7 points par rapport à la moyenne, et 60% comme la plus répandue, +7 points par rapport à la moyenne) tandis que les habitants du Centre sont plus nombreux à évoquer l'emploi comme domaine dans lequel les inégalités sont les plus graves (63%, +10 points par rapport à la moyenne) et les plus répandues (69%, +12 points par rapport à la moyenne).

Par ailleurs, **la gravité et la fréquence des inégalités perçues dans le domaine de l'éducation – qui avaient connu de fortes hausses l'an dernier (respectivement +4 points et +7 points) – s'atténuent légèrement cette année.** En effet, 32% (-3 points par rapport à 2016) des personnes interrogées citent l'inégalité face à l'éducation parmi les inégalités les plus graves et 30% (-4 points par rapport à 2016) considèrent que l'inégalité dans le domaine de l'éducation est répandue en France.

**Dans ce contexte, les Français partagent toujours une vision pessimiste des possibilités d'accomplissement personnel :** seulement un quart des personnes interrogées (24%, -1 point) pense qu'il est possible aujourd'hui pour chaque individu de trouver la place qu'il mérite dans la société et de réaliser ce qu'il souhaite dans la vie contre 72% (-1 point) qui pensent le contraire. On note toujours un optimiste légèrement plus marqué auprès des jeunes (29% des répondants âgés de moins de 35 ans considèrent qu'il est possible de trouver la place que l'on mérite dans la société actuelle), des catégories aisées (31%) et des habitants des DROM, en particulier à Mayotte (44%) et en Guyane (40%).

### **... d'où le souhait de plus d'égalité au sein de la société**

Face à ce constat solidement installé depuis plusieurs années d'une société française inégalitaire, **une majorité de Français (62%) estime qu'il faut lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus tandis que 30% considèrent que les inégalités peuvent être acceptées si elles sont fondées sur le mérite,** des scores stables par rapport à la vague précédente du baromètre. A noter que les clivages politiques persistent sur ce point : les sympathisants de Gauche étant toujours plus favorables à ce que les inégalités entre les individus soient combattues au détriment de la méritocratie (80%) et les sympathisants de Droite étant davantage prêts à accepter les inégalités fondées sur le mérite (46%), de même – dans une moindre mesure – pour les sympathisants de la République En Marche (39%). De plus, le principe d'égalité entre tous les individus prime davantage sur la notion de mérite auprès des habitants des DROM qui sont 72% à considérer qu'il faut lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus.

**Dans ce contexte, les Français sont de plus en plus nombreux à réclamer une attention soutenue aux situations individuelles :** les deux tiers (66%) estiment que cette lutte contre les inégalités doit se faire à condition que les spécificités de chaque individu soient prises en compte, un score déjà en légère hausse l'an dernier qui augmente de 3 points cette année, contre 28% (-4 points) qui préfèrent assurer l'égalité entre tous sans distinction des spécifiés de chacun.

Prendre en compte les spécificités de chaque individu se traduit par **une priorisation des situations dont il faut s'occuper pour assurer l'égalité des chances** et conduit à une hiérarchie identique à celle de l'an dernier à savoir les personnes souffrant d'un handicap (53%), celles qui ont très peu d'argent (47%) et celles qui vivent dans des quartiers où l'insécurité est forte (38%).

Notons que les Français sont de plus en plus nombreux (34%, +4 points), et ce depuis l'an dernier, à désigner **les habitants de zones rurales isolées comme des populations nécessitant des efforts particuliers** afin d'assurer l'égalité des chances en France. On

retrouve parmi les situations les moins citées les personnes étrangères, à savoir les personnes issues de l'immigration (9%) et les migrants (6%), et également les gens du voyage (2%).

Conséquence directe, si les mesures de lutte contre les inégalités concernant les enfants sont toujours largement approuvées (même si toutes connaissent une légère baisse entre 2 et 3 points cette année), **celles destinées aux personnes étrangères sont bien moins acceptées par les Français** comme cela été déjà le cas les années précédentes. 45% d'entre eux sont favorables à la mise à disposition de formulaires administratifs en langue étrangère pour les personnes ne maîtrisant pas correctement le français et 39% sont favorables à la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France. Les disparités régionales et politiques ressortent encore fortement sur ces mesures, les répondants des DROM interrogés étant davantage favorables à la mise à disposition de formulaires administratifs en langue étrangère (73% favorables) et à la mise à disposition de logements vacants pour les migrants (60%). Cette dernière mesure est également largement plébiscitée par les sympathisants de Gauche (62% favorables) contrairement aux sympathisants de Droite qui sont seulement 19% à y être favorables.

**Les sympathisants de Gauche sont aussi plus sensibles à ce que l'ensemble des professions fasse attention à ne pas créer de discriminations comparés aux sympathisants de Droite**, qu'il s'agisse des recruteurs dans les entreprises (68% auprès des sympathisants de Gauche versus 53% auprès des sympathisants de Droite), des enseignants (59% vs 46%), des forces de l'ordre (57% vs 39%) ou encore des acteurs du logement (49% vs 35%). Sur l'ensemble, les acteurs les plus cités sont comme les années précédentes les recruteurs (61%), les personnalités politiques (54%) et les enseignants (53%), preuve d'une volonté de combattre les inégalités dans les sphères à la fois professionnelle, politique et éducative.

**Questions d'actualité : opinion des Français sur les nouvelles réformes dans l'éducation et sur la baisse du nombre d'emplois aidés**

## **Des Français paradoxaux lorsqu'il s'agit des réformes mises en place par le ministère de l'Éducation nationale**

**Une majorité des Français interrogés (63%) estime que les mesures annoncées par le ministère de l'Éducation nationale ne permettront pas de diminuer les inégalités scolaires**, certaines catégories étant encore plus sceptiques, à savoir les PCS- (68%), les sympathisants de Gauche (67%) et les foyers avec un ou plusieurs enfants, qui sont de fait directement concernés par ces mesures (67%). Or, lorsque chaque mesure est évaluée de manière individuelle, ils sont près des ¾ à considérer que le développement du langage en maternelle (76%) et la mise en place d'études dirigées (74%) auront un impact positif sur la diminution des inégalités scolaires. **Un paradoxe se dessine alors entre la perception de l'impact des réformes de l'Éducation nationale de manière générale et l'impact détaillé de chaque mesure prise de manière spécifique.** Le constat est plus partagé au sujet du dédoublement des classes de CP dans le réseau d'éducation prioritaire et des évaluations en CP et en 6ème en français et en mathématiques avec respectivement 67% et 61% qui considèrent que cela permettra de diminuer les inégalités scolaires.

On constate que **ces mesures sont mieux accueillies en Corse et certaines en Outre-Mer** avec respectivement 85% et 81% des personnes interrogées dans ces régions qui considèrent que le développement du langage en maternelle aura un impact positif sur la diminution des inégalités scolaires, de même pour le dédoublement des classes de CP dans les REP (75% de « oui » auprès des deux populations).

## **Des emplois aidés jugés de manière assez positive par les Français qui se montrent par conséquent critiques vis-à-vis de leur diminution**

**Les Français jugent de manière assez positive l'impact qu'ont eu les emplois aidés au cours des dernières années sur le fonctionnement des associations dans le domaine des actions éducatives et sociales** (pour 46% un impact positif), **sur le fonctionnement des services publics dans ce même domaine** (43%) et **sur l'accès à l'emploi des personnes en difficulté** (41%). Leur impact sur la situation de l'emploi en France et sur la lutte contre les inégalités fait davantage débat : 31% estiment que les emplois aidés ont eu un impact positif sur l'emploi contre 33% qui pensent qu'ils n'ont pas eu d'impact (et 15% un impact négatif). Concernant la lutte contre les inégalités, seulement un quart (25%) considère que les emplois aidés ont eu un impact positif, 36% estiment qu'ils n'ont pas eu d'impact et 12% qu'ils ont eu un impact négatif.

**L'impact positif des emplois aidés est davantage souligné par les sympathisants de Gauche**, et ce sur les différentes dimensions de la société française : sur le fonctionnement des associations (60%) et des services publics (57%) dans le domaine des actions éducatives et sociales, sur l'accès à l'emploi pour les personnes en difficulté (54%), sur l'emploi plus généralement (42%) et sur la lutte contre les inégalités (39%). **Les sympathisants de la République En Marche sont également plus sensibles à l'impact positif des emplois aidés au cours des dernières années** sur le fonctionnement des associations (55%) et des services publics (51%) dans le domaine des actions éducatives et sociales.

**Les répondants des DROM interrogés sont également bien plus positifs que l'ensemble des répondants sur l'impact des emplois aidés**, à la fois sur le fonctionnement des associations (61%, soit 15 points de plus par rapport à l'ensemble) et des services publics (55%, +12 points) dans le domaine des actions éducatives et sociales, sur l'accès à l'emploi des personnes en difficulté (50%, +9 points), sur la lutte contre les inégalités (40%, +15 points) et sur la situation de l'emploi en France (40%, +9 points).

**En conséquence, le ton est critique concernant la baisse du nombre d'emplois aidés annoncée par le Gouvernement.** Une majorité de Français pense en effet que celle-ci aura un impact négatif sur l'accès à l'emploi des personnes en difficulté (53%), sur le fonctionnement des associations (51%) et des services publics (49%) dans le domaine des actions éducatives et sociales. Constat également partagé mais de manière un peu moins forte sur la situation de l'emploi en France (45%) et sur la lutte contre les inégalités (40%).

**Les sympathisants de Gauche qui étaient bien plus positifs sur l'impact des emplois aidés au cours des dernières années sont par conséquent bien plus critiques vis-à-vis de cette baisse.** Ils sont plus nombreux à pointer ses effets négatifs sur l'accès à l'emploi des personnes en difficulté (68%), sur le fonctionnement des associations (65%) et des

services publics (63%) dans le domaine des actions éducatives et sociales, sur la situation de l'emploi en France (60%) et sur la lutte contre les inégalités (60%).

## Des Français encore divisés sur l'identité de la France

**L'égalité entre les citoyens reste le principe républicain le plus important aux yeux des Français, cité par 55% (+1 point) d'entre eux, suivi de la liberté d'expression (40%, -3 points) et de la laïcité (37%, -2 points).** Le principe d'égalité est d'autant plus important aux yeux des sympathisants de Gauche (61%) tandis que les sympathisants de la République En Marche sont plus nombreux à citer la laïcité (42%). Les jeunes défendent quant à eux davantage la liberté d'expression, citée par 51% des 18-24 ans.

**Le principe de laïcité conserve son importance dans l'identité de la France malgré un léger recul enregistré cette année :** 85% (-3 points) des Français considèrent la laïcité comme un élément important pour l'identité de leur pays. Les sympathisants de la République En Marche, plus nombreux à considérer la laïcité comme le principe républicain le plus important, sont également plus sensibles à son importance pour l'identité de la France (92%), de même pour les sympathisants de Gauche (91%).

**Cependant, les Français ne définissent pas la laïcité de la même manière et apportent des réponses diverses :** pour un quart des Français (24%, +2 points), la laïcité permet avant tout la liberté de culte et de conscience tandis que pour 22% (-2 points), il s'agit avant tout d'assurer l'égalité entre tous les citoyens français sans distinction de religion, et ce d'autant plus auprès des sympathisants de Gauche (29%). Comme l'an dernier, d'autres définitions sont également associées à ce principe dans une moindre mesure : séparer les religions de la politique (cité par 12% des personnes interrogées), interdire le port de signes religieux dans les lieux publics (9%), faire reculer l'influence des religions dans la sphère publique (9%), lutter contre le communautarisme religieux (9%), assurer la neutralité de l'Etat (8%), assurer l'égalité entre les religions (4%) ou encore interdire le port de signes religieux dans les administrations et bâtiments publics (3%).

Le principe de laïcité revêt ainsi plusieurs définitions selon les opinions et sensibilités de chacun. Par conséquent, non pas un mais plusieurs acteurs sont définis comme étant les plus aptes à défendre la laïcité aujourd'hui. **L'école, citée par 56% (+1 point) des répondants, conserve sa première place même si l'Etat et les collectivités territoriales sont de plus en plus cités,** avec respectivement 38% et 35% des réponses (soit 3 points de plus qu'en 2016 pour ces deux acteurs), preuve de l'importance de l'implication étatique aux yeux des Français pour garantir la laïcité en France. **A l'opposé, 22% des Français considèrent que personne ne défend la laïcité aujourd'hui,** un score identique à 2016 et qui s'élève à 30% auprès des sympathisants du Front national.

**Le décalage décelé l'an dernier entre l'identité perçue de la France et l'identité souhaitée demeure :** de manière simplifiée, un tiers (36%) considère la France comme un pays multiconfessionnel, un tiers (34%) comme un pays d'origine chrétienne et un tiers (30%) comme un pays laïque. Or, un Français sur deux (50%) souhaiterait que la France soit un pays laïque, contre un tiers (32%) un pays d'origine chrétienne et 18% un pays multiconfessionnel. Notons que les sympathisants de Droite (dans leur majorité) sont très attachés à l'origine chrétienne de leur pays, 54% en font le constat et 58% souhaiteraient



que cela correspondent à l'identité de la France. A l'inverse, les sympathisants de Gauche et de la République En Marche sont davantage séduits par l'identité laïque de la France (souhait émis respectivement par 64% et 59% d'entre eux).

## Des Français peu nombreux à ressentir un besoin d'engagement pour une cause

**Si les Français ne sont pas plus nombreux cette année à avoir ressenti le besoin de s'engager pour une cause** (seulement 2 répondants sur 10, -1 point), **ils sont en revanche plus nombreux à considérer que la manière la plus efficace de s'engager serait d'être bénévole dans une association (39%, + 7 points)**. Autre activité associative, l'adhésion à une association citée par 13% des personnes interrogées comme étant la manière la plus efficace de défendre une cause, suivie du don, cité par 10% des répondants. Le vote n'obtient cette année, pourtant électorale, que 8% des réponses, soit une baisse de 4 points par rapport à 2016, signe persistant du rapport compliqué des Français avec le vote et la représentation politique.

**La lutte contre les inégalités et pour les Droits de l'Homme reste la cause prioritaire pour laquelle les Français souhaiteraient s'engager (31%, +1 point)**. Suivent la lutte contre la maladie et le handicap (16%) et la lutte pour la cause animale (16, +6 points) qui sensibilise davantage les Français cette année. Dans une moindre mesure, ils accordent également plus d'importance à la lutte en faveur de l'environnement, citée spontanément par 10% des répondants (+3 points par rapport à 2016). Inversement, la lutte pour la défense des valeurs perd 3 points cette année, citée par 6% des Français interrogés.

## Focus sur la « société inclusive » : la notoriété de la « société inclusive se maintient tandis que celle des PEP marque un léger recul cette année

**La notoriété de l'expression « société inclusive » se maintient : 40% (-1 point) des Français en ont entendu parler** (dont 11% qui voient très bien de quoi il s'agit) contre 60% (+1 point) qui ne l'ont jamais entendue, **traduisant une méconnaissance durable de ce qu'est la « société inclusive »**. Cette expression est toutefois plus familière aux sympathisants de Gauche (51%), aux plus jeunes (48% chez les 18-24 ans) et aux PCS+ (46%). Quoi qu'il en soit, la définition de la « société inclusive » ne permet pas de qualifier la société française actuelle pour 8 répondants sur 10 (79%, +2 points), de par son caractère majoritairement jugé inégalitaire.

**L'expression « société inclusive » continue d'être associée aux valeurs d'égalité – principe républicain identifié auparavant comme prédominant – de solidarité et de respect** avec une hiérarchie mieux dessinée que l'an dernier, ces valeurs étant citées respectivement par 55%, 50% et 45% des personnes interrogées.

**En 2017, 54% des Français interrogés connaissent les Pupilles de l'Enseignement Public (PEP), soit une baisse de 5 points par rapport à l'an dernier**. Ce recul est d'autant plus marqué auprès de ceux qui déclarent voir très bien de quoi il s'agit (21%, -4 points). A noter que le taux de notoriété des PEP est toujours un peu plus élevé auprès des sympathisants de Gauche (60%) et des plus âgés (59% chez les 65 ans et plus).

## Fiche technique

**Enquête réalisée pour :** La fédération des PEP

**Dates de terrain :** 9 au 23 octobre 2017

- **FRANCE MÉTROPOLITAINE, hors Corse :** Enquête réalisée **par Internet** auprès d'un **échantillon de 2602 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
- **CORSE :** Enquête réalisée **par téléphone** auprès d'un échantillon de **164 personnes** représentatif de la population française résidant en Corse âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) après stratification par département et catégorie d'agglomération.
- **GUYANE, MAYOTTE, REUNION :** Enquête réalisée **par téléphone** auprès d'un échantillon de **525 personnes** représentatif de la population française résidant à la Réunion / en Guyane / à Mayotte, âgée de 18 ans et plus. Représentativité de chaque département d'Outre-Mer assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne et catégorie d'agglomération.)

L'échantillon global a été constitué de **manière à pouvoir analyser les résultats par région** et par **département et région d'outre-mer** avec un nombre d'interviews minimum (300 en Ile de France et 250 en Rhône Alpes Auvergne, 200 pour les autres régions métropolitaines et département et région d'Outre-Mer). Chaque région a ensuite été ramenée à son poids réel (résultats d'ensemble).